

De l'antisionisme

Question : pourquoi le "J" de l'UJFP ou de IJAN ?

En quoi avons-nous besoin de mettre en avant le fait que nous sommes juifs dans notre soutien aux Palestiniens ?

Il y a plusieurs réponses possibles à cette question, ce que nous proposons d'examiner dans ce texte. On peut donner des raisons d'ordre moral, ainsi celle qui consiste à clamer "*pas en notre nom*" montrant ainsi que les Juifs ne sont pas tous des inconditionnels du sionisme, ainsi celle qui apporte aux mouvements de soutien à la lutte des Palestiniens une caution de non-antisémitisme. Mais ces raisons relèvent plus du désir d'apporter un certificat de bonne conscience soit aux Juifs qui mettent en avant leur judéité dans un combat dont les "mauvais" se prétendent les représentants de l'ensemble des Juifs, soit à ceux qui, luttant contre la politique israélienne, éprouvent la nécessité de proclamer leur refus de l'antisémitisme. Dans les deux cas, on occulte les raisons politiques du soutien à la lutte des Palestiniens, c'est-à-dire l'injustice commise en 1948 à leur encontre.

Il s'agit donc d'explicitier les raisons politiques de mettre en avant le "J" dans notre engagement, et ces raisons ne prennent sens que si on remet en question l'idéologie qui sous-tend l'Etat d'Israël, c'est-à-dire le sionisme, non seulement parce qu'elle a conduit à la destruction de la société palestinienne, mais aussi parce que cette destruction a été menée au nom des persécutions antijuives menées par l'Europe. C'est cette double mise en question qui conduit à l'antisionisme juif.

Pour expliquer cela, nous commencerons par un bref historique du sionisme et de la création de l'Etat d'Israël. Nous reviendrons ensuite sur la signification de l'antisionisme considéré comme une critique de l'idéologie fondatrice de l'Etat d'Israël.

Qu'est-ce que le sionisme ?

Le sionisme est un mouvement juif laïque qui s'est voulu une réponse à l'antisémitisme européen du XIX^e siècle. Dire qu'il est juif signifie qu'il a été fondé par des Juifs, dire qu'il est laïque signifie qu'il s'est construit indépendamment de toute référence religieuse.

Réagissant à l'antisémitisme européen du XIX^e siècle, le sionisme s'est proposé de poser la question juive comme question nationale. Il s'est alors présenté comme un mouvement de libération nationale dans la mouvance des mouvements nationalistes européens, s'inscrivant ainsi dans les conceptions de Herder qui met en avant, pour définir la nation, la terre et la langue. On peut y voir le fait que les premiers promoteurs du sionisme sont des Juifs de culture germanique.

Mais comme l'écrit Jacob Klatzkin, rédacteur en chef du journal du mouvement sioniste *Die Welt* :

*"Mais notre terre n'est pas la nôtre et notre langue n'est pas aujourd'hui la langue de notre peuple. Oui, ce sont là des accomplissements qui doivent être réalisés par notre mouvement national."*¹

Reste donc au mouvement sioniste à définir une terre et une langue qui n'existent pas.

¹ cité par Yohannan Manor, cité par Yohannan Manor, *Naissance du Sionisme Politique*, préface par Annie Kriegel, Collection "Archives", Julliard, Paris 1981 p. 190

Pour définir la terre et la langue d'une nation juive à construire, voire à reconstruire, le sionisme va s'appuyer sur l'histoire *via* une lecture laïque de la Bible définie comme le livre de l'histoire de la nation juive. C'est cette lecture laïque qui va donner corps à l'idéologie sioniste. La question de la langue sera résolue par la modernisation de la langue hébraïque, ce sera l'œuvre de Ben Yehouda.

La question de la terre, quant à elle, va se heurter au fait que la terre de l'antique nation juive, la Palestine, est peuplée. Deux tendances vont alors se développer dans le mouvement sioniste, les territorialistes qui cherchent "*une terre sans peuple pour un peuple sans terre*"² et les palestinocentristes pour qui l'Etat juif ne peut se situer qu'en Palestine. Ces derniers ont l'avantage de l'histoire et l'emporteront lors du Congrès sioniste de 1903.

Une fois décidé de construire l'Etat juif en Palestine, le sionisme devient mouvement de conquête : pour reconstruire en Palestine l'antique nation d'Israël il faut conquérir la terre et en expulser les habitants, ce qui implique la guerre comme l'explique Jabotinsky :

*"Les habitants autochtones d'un pays (fussent-ils civilisés ou sauvages, cela est indifférent) ont toujours combattu avec acharnement les étrangers venus s'y établir, civilisés ou sauvages."*³

Notons qu'il n'est pas ici question de racisme, seulement un constat brutal, mais ce constat conduit à la nécessité de la guerre, laquelle conduira par la suite au développement d'un racisme anti-arabe⁴. Les conceptions de Jabotinsky sont partagées par tous les courants sionistes, en particulier par le courant dominant qui s'unifiera après maintes péripéties autour de Ben Gourion⁵.

Conquête de la terre et pureté ethnique, le sionisme se définit ainsi comme un nationalisme extrême.

Sionisme et colonialisme ; des intérêts communs

Le sionisme ne s'inscrit pas *a priori* dans le mouvement colonial. Il n'y a pas de métropole. L'objectif est de conquérir la terre et d'en expulser les habitants, non de les exploiter comme cela fut le cas pour les colonies conquises par les puissances coloniales. On peut y voir, et certains l'ont vu, une version moderne de la conquête de Canaan.

Cependant, pour mettre en œuvre son projet, le sionisme a besoin d'alliés et il va les chercher chez les puissances impérialistes, principalement l'Allemagne et la Grande Bretagne.

La Grande Bretagne comprendra l'intérêt de s'appuyer sur le mouvement sioniste. Un Etat juif, ou du moins une forte présence juive d'origine européenne en Palestine, peut favoriser son emprise dans la région. C'est le sens de la déclaration Balfour.

Le sionisme et les Juifs

²Ce slogan a été inventé par Israël Zangwill, l'un des chefs des territorialistes.

³Zeev Jabotinsky, "La muraille de fer" in Denis Charbit, *Sionismes* (textes fondamentaux), publiés par Denis Charbit, "Présence du Judaïsme", Albin Michel-Menorah, Paris 1998, p. 538

⁴On peut noter que, contrairement à ses héritiers, Jabotinsky ne parle pas de supériorité de la race juive, il se contente d'affirmer que si les Juifs veulent reconstruire leur Etat en Palestine, ils doivent mener une guerre contre ses habitants, reconnaissant que ces habitants résisteront. Il pose ainsi la question, qui sera souvent reprise, de deux droits qui s'opposent pour la possession d'une même terre. L'opposition entre les deux populations et les conditions de la guerre, en particulier la volonté de pureté ethnique du nouvel Etat, conduiront le mouvement sioniste à développer une version raciste de cette guerre.

⁵Zeev Sernhell, *Aux origines d'Israël* (Entre nationalisme et socialisme), postface inédite, traduit de l'hébreu par Georges Bensimon avec le concours de l'auteur, "folio-histoire", Gallimard, Paris 1996/2004

Comme tout mouvement nationaliste, le sionisme cherche d'abord à étendre son influence chez ceux dont il se prétend le représentant. Cela a été d'autant plus facile que l'antisémitisme a progressé en Europe jusqu'à sa forme extrême : le nazisme.

Le sionisme est à ses débuts un mouvement minoritaire parmi les Juifs et se heurte à l'opposition des juifs orthodoxes (les premiers juifs antisionistes) et des juifs révolutionnaires (communistes et bundistes). On peut noter que la majorité des Juifs fuyant l'antisémitisme de l'Europe orientale ne vont pas en Palestine mais vont s'établir en France (pays mythique des droits de l'homme et de l'émancipation des Juifs) ou aux Etats-Unis (le rêve américain).

Le mouvement sioniste prendra de l'importance au fur et à mesure que se développera l'antisémitisme en Allemagne, d'autant que les démocraties occidentales (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) prendront des mesures pour limiter l'immigration juive⁶.

Après la seconde guerre mondiale et le génocide, le sionisme se retrouvera majoritaire parmi les Juifs européens pour deux raisons.

- Les courants opposés au sionisme ont été détruits par le génocide.

- Le sionisme apparaîtra aux yeux des Juifs comme le mouvement de défense des Juifs et l'Etat juif nouvellement créé comme un refuge.

Le sionisme peut alors apparaître comme représentant l'ensemble des Juifs ; l'Etat d'Israël est présenté comme le dernier refuge et devient le centre de la vie juive. C'est cela qui a conduit à l'identification : "juif = sioniste", identification qui marque la volonté du sionisme de rassembler sous sa coupe l'ensemble des Juifs du monde et de présenter l'Etat d'Israël comme l'Etat des Juifs⁷.

La grande majorité des Juifs, y compris ceux qui vont rejoindre l'Etat d'Israël, ne verront pas ou ne voudront pas voir l'injustice perpétrée contre les habitants de la Palestine. Les Juifs devenus Israéliens se comporteront alors vis-à-vis des Palestiniens comme les "petits-blancs" dans les colonies de peuplement, c'est cela qui, renforcé par l'idéal de pureté ethnique développé par le mouvement sioniste, conduit à définir l'Etat d'Israël comme un Etat colonial.

Notons cependant que la construction de colonies en Cisjordanie et à Gaza développée depuis 1967 s'inscrit moins dans la conception coloniale classique que dans la volonté d'achever la conquête de la Palestine et d'étendre le territoire israélien à toute la Palestine.

Le sionisme, l'Etat d'Israël et les puissances

Quant aux vainqueurs de la seconde guerre mondiale, essentiellement les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ils verront dans la création d'un Etat juif au Moyen Orient un moyen d'entrer dans cette région. Ainsi l'Etat juif apparaît à la fois comme une réponse au génocide et comme un enjeu géopolitique.

Les Etats-Unis et l'Union Soviétique seront les premiers Etats à reconnaître l'Etat d'Israël après sa proclamation le 14 mai 1948. Il faut cependant noter les réticences du Département d'Etat américain qui craint que, sous l'influence du sionisme considéré comme un mouvement socialiste, le nouvel Etat rejoigne le camp soviétique (nous sommes au début de la guerre froide). Quant à l'Union Soviétique, elle livrera des armes à l'armée israélienne *via* la Tchécoslovaquie, lui assurant ainsi la victoire contre les armées arabes. Mais le choix de l'Occident par Israël et des raisons géopolitiques conduiront l'URSS à rechercher l'alliance des pays arabes.

Quant à l'ONU, qui à l'époque représente essentiellement les grandes puissances, elle ne peut ni ne veut comprendre que le plan de partage consacre une injustice à l'encontre des Palesti-

⁶On peut rappeler la conférence d'Evian de 1938 organisée par les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France sur l'accueil des Juifs fuyant l'Allemagne nazie. Le projet des organisateurs était de trouver des pays d'accueil afin d'éviter que les réfugiés se retrouvent dans les pays organisateurs de la conférence.

⁷"L'Etat des Juifs", la "bonne" traduction de l'ouvrage de Herzl : *Judenstadt*

niens et l'Etat d'Israël entrera à l'ONU sous la promesse, non tenue, de permettre le retour des Palestiniens expulsés.

La création de l'Etat d'Israël consacre une injustice à l'encontre des habitants de la Palestine. C'est la raison du refus arabe de reconnaître l'Etat d'Israël et il faudra quarante ans pour que les Palestiniens, reconnaissant leur défaite, acceptent le principe de deux Etats sur la terre palestinienne avec la déclaration du Congrès National Palestinien à Alger en 1988, déclaration que les divers gouvernements israéliens n'ont jamais voulu entendre. Ce refus israélien reste aujourd'hui le principal obstacle à tout règlement du conflit.

De l'antisionisme

Il faut distinguer la critique de la politique de l'Etat d'Israël, et la critique de l'idéologie sioniste considérée comme un nationalisme extrême. Mais, à la différence d'autres idéologies nationalistes extrêmes (le fascisme en Italie, le nazisme en Allemagne) qui se sont développées dans des Etats constitués, le sionisme est l'idéologie constitutive de l'Etat d'Israël. L'antisionisme apparaît ainsi comme une remise en question de l'Etat d'Israël. Et en fait il l'est. Si cette remise en question n'implique pas nécessairement la destruction de l'Etat d'Israël, elle pose la question de sa désionisation. La question se pose alors sous la forme suivante : l'Etat d'Israël peut-il se débarrasser de l'idéologie sioniste ? Cette désionisation reste la condition *sine qua non* pour qu'un règlement négocié du conflit soit possible, et ce pour deux raisons :

- la reconnaissance de l'injustice de 1948, reconnaissance qui implique réparation
- le fait qu'une partie de la population de l'Etat d'Israël est palestinienne ce qui contredit le slogan "un Etat juif et démocratique".

L'antisionisme peut alors être défini comme la position de ceux qui refusent l'injustice de 1948, remettant en cause non seulement la politique israélienne mais le principe même d'un Etat juif en Palestine. C'est cette remise en cause qui conduit le mouvement sioniste et ses sympathisants à voir dans l'antisionisme la forme moderne de l'antisémitisme.

Il ne suffit pas de déclarer que la confusion entre antisionisme et antisémitisme est illégitime, il faut encore expliquer en quoi elle est illégitime. D'autant qu'il existe, parmi les antisionistes des tendances antijuives parmi lesquelles il faut distinguer celles qui relèvent de l'ignorance et d'un manque de réflexion et celles qui s'appuient sur des doctrines antijuives.

Antisionisme et antisémitisme

La volonté sioniste de représenter l'ensemble des Juifs du monde et le fait que la grande majorité des Juifs manifeste une sympathie pour le sionisme et reconnaît la centralité de l'Etat d'Israël dans le monde juif a conduit de nombreux adversaires du sionisme à identifier juifs et sionistes. Face à l'unanimité juif proclamé par le sionisme et la sympathie affichée par la majorité des Juifs, les victimes du sionisme, c'est-à-dire les habitants de la Palestine, et leurs alliés ont souvent considéré que l'ensemble des Juifs soutenait le sionisme ce qui a conduit certains à développer des sentiments antijuifs (le racisme de guerre dont parle Maxime Rodinson). Ainsi l'amalgame est des deux côtés. L'antisionisme peut apparaître alors comme la forme moderne de l'antisémitisme.

Lutter contre cet amalgame ne peut se réduire à quelques discours plus ou moins explicatifs proclamant que le judaïsme n'est pas le sionisme, d'autant que la question se complique du fait que la judéité ne se réduit pas, pour des raisons d'ordre historique, à la religion.

On peut comprendre, en s'appuyant sur le discours des orthodoxes de Neturai Karta, que la religion juive non seulement n'implique pas le sionisme mais encore le condamne ; on reste

ici dans la vision religieuse du conflit. Mais *quid* des athées qui se déclarent juifs et non sionistes. ? Que signifie "être juif" si on rejette à la fois la religion et le sionisme ?

Il n'est pas question d'aborder la question complexe de la judéité, il s'agit seulement d'expliquer la nécessité d'une réponse claire à la question d'une judéité qui cherche à se définir en dehors de la religion et du sionisme. Et cette réponse claire se situe dans l'antisionisme, et de façon précise, dans l'antisionisme juif.

De l'antisionisme juif

Pourquoi un antisionisme juif ?

Le soutien à la lutte contre la politique israélienne et l'idéologie qui la porte se situe dans un cadre général : la lutte pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien. En quoi le fait que des juifs participent à ce soutien est-il lié au fait qu'ils soient juifs ?

On peut comprendre les mouvements israéliens de soutien aux Palestiniens, ils expriment le refus, par des Israéliens, de la politique menée par leur gouvernement. Mais même dans ce cas, l'objectif de ces mouvements est double, à la fois soutien aux Palestiniens opprimés par leur gouvernements et refus d'être partie prenante de cette oppression. En quoi cela concerne-t-il les Juifs dans le monde ? C'est par cette question que j'aborderai la question de l'antisionisme juif.

Le sionisme, en tant qu'idéologie constitutive de l'Etat d'Israël, se définit comme un nationalisme juif et en cela il se présente comme représentant l'ensemble des Juifs. Le titre de l'ouvrage de Herzl, *Judenstadt* (traduction : *L'Etat des Juifs*) est significatif et la loi du Retour qui offre la citoyenneté israélienne à tous les juifs du monde est l'un des principes fondamentaux de l'Etat d'Israël. En ce sens les Juifs sont concernés par la politique israélienne indépendamment de leur volonté.

Il ne suffit pas de clamer "*pas en notre nom*" et d'ajouter que nous représentons "*une autre voix juive*". Cela est tout au plus une manifestation de bonne conscience, nécessaire il est vrai, mais elle nous situe sur le même plan que les mouvement de refus israéliens ce qui ne correspond à rien puisque nous ne sommes pas israéliens.

On peut noter deux façons de mettre en avant le "J" dans le mouvement de soutien à la lutte des Palestiniens. Une première façon est de se présenter comme de "*bons Juifs*" qui refusent de se laisser embarquer dans l'aventure sioniste. Une seconde façon est d'apporter une caution au mouvement de soutien aux Palestiniens, la présence des Juifs devant montrer que ce mouvement est exempt d'antisémitisme. Dans les deux cas il s'agit d'assurer un certificat de moralité, soit à nous-mêmes, soit au mouvement de soutien. En fait cela ne nous engage pas en tant que juifs ; autant continuer pour ceux qui s'était engagés dans le mouvement de soutien sans mettre en avant un "J" de bonne conscience.

Si "J" il doit y avoir dans le mouvement de soutien, ce "J" doit avoir une signification politique et c'est cette signification politique que nous voulons aborder.

Bon gré mal gré, sauf à refuser notre judéité, nous sommes engagés dans l'aventure sioniste tout simplement parce que le sionisme se définit non comme un mouvement juif parmi d'autres mais comme le mouvement national juif. Il continue à œuvrer comme mouvement national juif par les ramifications qu'il a construit dans le monde juif *via* diverses organisations juives, ramifications qui ont pour objectif de maintenir une pression auprès des gouvernements pour soutenir la politique israélienne. On a parlé de *lobby juif*, ou par euphémisme de *lobby sioniste*⁸. Je pense que le terme de "lobby juif" est plus adéquat à condition de donner au terme "lobby" son sens exact de "groupe de pression" et non de définir le lobby juif comme

⁸On peut préférer l'expression "lobby sioniste" ou "lobby pro-israélien", mais il faut reconnaître que les associations qui le composent, même si leurs membres ne sont pas tous juifs comme c'est le cas de l'AIPAC aux Etats-Unis, non seulement entretiennent l'amalgame "juif = sioniste" mais s'efforcent de le populariser.

un complot façon "*Protocoles des Sages de Sion*" et lui attribuer ainsi une puissance diabolique. Un lobby opère au grand jour et le lobby juif comme les autres, il faut donc en parler comme on parle des autres lobbies et le critiquer, voire lutter contre lui, lorsque nécessaire.

Pourquoi "lobby juif" ? parce qu'il s'est constitué, dans les pays où il intervient, autour des associations juives représentatives comme le CRIF en France⁹. Ces associations ne se contentent pas d'un travail de lobbying, elles se définissent comme représentatives de l'ensemble des Juifs des pays où elles interviennent et sont acceptées comme telles autant pas les pouvoirs publics que par les media. Tout cela ne peut que renforcer les amalgames. Mais on peut considérer que ces amalgames participent de la stratégie des organisations concernées, mêlant le soutien à l'Etat d'Israël et la lutte contre l'antisémitisme, affirmant ainsi que toute critique du sionisme et de la politique israélienne relève de l'antisémitisme et que la lutte contre l'antisémitisme passe par le soutien à la politique israélienne. Que cela puisse conduire à l'identification "juif = sioniste" participe de la volonté de rassembler les Juifs autour du sionisme ; que les Juifs dans leur ensemble puissent apparaître comme cibles pour certains antisionistes ne peut que renforcer l'influence du sionisme sur les Juifs.

Si le sionisme s'est constitué en réaction contre l'antisémitisme, il a besoin aujourd'hui de l'antisémitisme, d'une part pour rassembler autour de lui la majorité des Juifs dans le monde, d'autre part pour maintenir sa pression sur les gouvernements amis mêlant soutien à la politique israélienne et lutte contre l'antisémitisme, d'où le rôle des organisations juives pro-sionistes. On peut donc considérer ces organisations comme une pieuvre se proposant d'enfermer l'ensemble des Juifs dans la nasse sioniste, confortant ainsi l'amalgame "juif = sioniste". Les récentes interventions du CRIF en soutien à l'Etat d'Israël pendant les bombardements de Gaza l'ont montré une fois de plus.

Nous sommes donc concernés en tant que juifs.

L'antisionisme juif a donc deux objectifs à la fois distincts et complémentaires.

D'une part soutenir la lutte des Palestiniens pour leurs droits.

D'autre part, lutter contre l'emprise sioniste sur les Juifs.

Si le premier objectif participe de l'antisionisme, le second objectif est spécifique de l'antisionisme juif.

L'antisionisme juif, c'est-à-dire la critique juive du sionisme, ne relève ni d'un besoin de bonne conscience ni d'un désir de pureté idéologique, il représente une nécessité existentielle si l'on veut éviter le développement de nouvelles formes de judéophobie auxquelles conduit une idéologie dont l'histoire nous a montré le caractère catastrophique. Si le sionisme s'est retrouvé au centre de la vie juive après le désastre du génocide il constitue aujourd'hui un danger pour les Juifs et il est temps que ceux-ci s'en débarrassent.

rudolf bkouche

1^{er} mai 2009

⁹Si le CRIF, né de la Résistance à la fin de la seconde guerre mondiale, s'est inscrit dans la mouvance progressiste, il est devenu au fil du temps un mouvement se soutient au sionisme et à la politique israélienne.